

## Tribune libre

# «Faisons du Brexit une chance pour l'Europe», par Jean-Pierre Maulny et Frédéric Mauro

« Nous ferions bien, nous Européens, de nous interroger sur la suite des événements, car ce grand malentendu ne concerne pas que le Royaume-Uni »

Les négociations sur le Brexit suivent leur cours sans que personne à ce stade ne soit en mesure de prédire ce qu'il en sortira. Une chose est sûre : l'une des raisons pour lesquelles le peuple britannique a voté pour quitter l'UE tient au malentendu quant à la finalité même du projet européen : simple marché ou Union politique.

Même en supposant, par un invraisemblable retournement de situation, que les Britanniques reviennent sur leur décision de quitter l'Union, il nous semble qu'il n'y aura jamais dans ce pays, et à horizon prévisible, une majorité pour adhérer à une « Union plus étroite » si elle est synonyme de plus d'intégration politique.

Ce que voudraient les Britanniques, c'est vendre leur gâteau et le manger. Ils voudraient pouvoir exporter leurs biens et surtout leurs services, en particulier financiers, continuer à faire circuler librement les capitaux, pour le plus grand bénéfice de la City, sans avoir à accepter ces hordes de Polonais, de Tchèques, mais aussi de Français et d'Italiens, ni les « diktats » de la Cour de Justice européenne.

Or, il n'y a aucune chance que les négociateurs européens acceptent de dissocier les quatre libertés de mouvement des personnes, des biens, des services et des capitaux. Si, par faiblesse ils y consentaient, il n'y aurait aucune chance que les Parlements et les peuples acceptent un tel renoncement. Et ils auraient raison car on ne change pas les règles du club sous prétexte qu'un membre s'en va.

Néanmoins, nous ferions bien, nous Européens, de nous interroger sur la suite des événements, car ce grand malentendu ne concerne pas que le Royaume-Uni.

Posons-nous la question de savoir si la Pologne ne souhaiterait pas elle aussi quitter l'UE si elle ne bénéficiait pas de 10 milliards d'euros annuels de transferts nets du budget européen, et si elle ne détachait pas autant de ses travailleurs dans le reste de l'Union ? Cela est tout aussi vrai pour la Hongrie.

Démocraties illibérales. A rebours, pourquoi les contribuables européens de l'Ouest accepteraient-ils de payer ces milliards d'euros pour soutenir des « démocraties illibérales », dont les dirigeants ne partagent pas nos va-

leurs et ne font semblant de s'intégrer à la politique de sécurité et de défense commune que pour mieux la bloquer ? Il existe un vrai débat sur l'autonomie stratégique et sur les intérêts de sécurité de l'UE. Approfondir le partenariat entre l'Union et l'Otan, oui. Couper les ailes à la défense européenne, non.

Le sentiment est que nous ne faisons pas le même rêve pour l'Europe. C'est pourquoi il faudrait envisager deux Europe : une « Europe marché » qui engloberait à nouveau nos amis britanniques, ainsi que tous les pays qui s'en satisfont, et une « Europe politique » qui ait vocation à s'intégrer, et dont la marche en avant ne serait plus entravée.

La négociation avec les Britanniques nous offre l'occasion unique de définir un statut qui pourrait être proposé aux pays qui ne souhaitent pas s'engager dans cette Union politique. C'est leur intérêt comme le nôtre. Faisons du Brexit une opportunité pour l'Union.

*Jean-Pierre Maulny est directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques. Frédéric Mauro, avocat au barreau de Paris, établi à Bruxelles, est spécialiste des questions de défense.*